Initiatives ministérielles

questions dont le Parlement est saisi. Je dirai philosophiquement que, d'une façon générale, à ce stade-ci du débat, la question qu'il a posée au député de Yorkton—Melville était fondée en ce sens qu'il y a peut-être effectivement davantage de points de service.

La réponse du député de Yorkton—Melville ne fait qu'illustrer crûment les positions opposées d'un représentant d'une circonscription rurale et d'un représentant d'une circonscription urbaine sur un projet de loi concernant les services postaux. Très franchement, la Société des postes et les problèmes qu'elle a depuis ses tout débuts, quant à moi, à offrir un bon service aux Canadiens illustrent vraiment toute la différence qu'il y a entre une démarche bureaucratique et une démarche ministérielle, qui veut qu'on s'efforce de bien servir les gens qu'on est censé représenter.

Dix minutes, ce n'est pas long, et je tiens à parler essentiellement de toute la question des fermetures de bureaux de poste. Oui, il y a peut-être davantage de points de service. J'estime que dans un tas de nouveaux quartiers, dans les banlieues qui s'étaient, certains des comptoirs postaux offrent un meilleur service en raison de leurs heures d'ouverture—et c'est le cas dans ma circonscription—, que les bureaux de poste qu'ils remplacent et qui fermaient à heures fixes.

Toute la différence est que dans les zones en expansion, dans les nouveaux quartiers, dans les banlieues qui sont très peuplées, on installe un comptoir postal dans un centre commercial, par exemple, alors qu'il n'y avait jamais eu de bureau de poste. Et dans la plupart des cas, ces comptoirs postaux offrent un excellent service à leur clientèle. C'est une situation entièrement différente de la politique actuelle de Postes Canada sur la fermeture de ses bureaux de poste.

Selon cette politique, lorsqu'un receveur ou une receveuse des Postes prend sa retraite, meurt ou quitte son poste pour raison de santé, le fonctionnement de son bureau de poste fait l'objet d'une étude. Et en fait cette étude n'est rien de moins que le début du processus de fermeture du bureau de poste, particulièrement dans les quartiers anciens, dans les petites villes et les villages qui avaient un bureau de poste depuis des années, des lustres.

Je suis en parfait accord avec certains des députés qui ont pris la parole aujourd'hui, et plus particulièrement avec le député de Yorkton—Melville qui a parlé en termes très chaleureux de la fonction psychologique très réelle de ces bureaux de poste qui n'offrent pas uniquement un service postal.

Mon ami de Macleod, excellent député d'une région rurale—je connais Macleod—a lu un discours rédigé par la Société canadienne des postes. C'était peut-être une

contribution intéressante au débat mais je serais très surpris si, du plus profond de lui-même, il n'était pas prêt à reconnaître qu'il s'est heurté aux mêmes problèmes que le député de Peterborough et que moi-même en essayant d'intervenir auprès de la Société canadienne des postes pour empêcher la fermeture d'un bureau de poste local faisant de tout temps partie d'une communauté donnée où il était la seule présence fédérale.

La machine des spécialistes en relations publiques de Postes Canada est bien rodée; bien sûr, ils ne font que leur travail. Ils suivent les directives qui leur ont été données, organisent des audiences publiques et rencontrent les gens. Je ne connais pas un seul bureau de poste, à l'exception de celui de Mabou, dans la circonscription du député de Cap-Breton—Highlands—Canso... En fait c'est le seul des bureaux de poste qui devaient fermer qui restera ouvert parce que les résidents ont décidé de prendre la relève des employés de Postes Canada et, si j'ai bien compris, de gérer eux-mêmes ce bureau de poste qui allait fermer.

Dans ce cas, on peut penser «eh bien, à titre de députés, nous avons un mot à dire sur la fermeture de bureaux de poste», mais la réalité correspond hélas à la remarque de M. Trudeau comme quoi les députés sont de purs inconnus à 50 pieds de la colline—on peut toujours discuter pour savoir s'il voulait dire à la Chambre ou à 50 pieds de la Chambre et c'est là un sujet de débat intéressant—, mais il est certain qu'en ce qui concerne la fermeture des bureaux de poste, l'expérience m'a appris, et je crois que c'est aussi ce qu'ont constaté d'autres députés, qu'une fois que la fermeture d'un bureau de poste est décidée, peu importe s'il dessert le public depuis des années, la fermeture s'effectue et les députés n'ont pas un mot à dire.

Mon argument est le suivant. Il faut trouver un juste milieu. Je ne m'oppose pas à l'expansion régionale ni à l'existence des comptoirs postaux. Comme je l'ai déjà dit, certains de ces comptoirs répondaient à de véritables besoins. Je n'hésiterai pas à voter en faveur de la motion visant à remettre à plus tard l'étude de ce projet de loi ou même à voter contre le projet de loi qui traite d'actions et de dividendes, parce qu'il fait plus de cas du monde des affaires que de la population.

• (1300)

J'étais présent à la Chambre au cours du débat sur le projet de loi visant à créer la Société des postes. Le public se demande bien, diable, ce que font les députés, s'ils prennent de bonnes ou de mauvaises décisions et s'ils font du bien ou du tort à leur réputation. Ce qui est terrible, et aucun député ne peut le nier, c'est qu'en ce qui concerne le service postal, qui est l'un des services fondamentaux qu'un gouvernement doit offrir à sa population, nous, députés, sommes au fond des riens du tout,